

BEDOUI AUX WALIS DE L'OUEST :

«De quel droit bloquez-vous les actes de concession ?»

«Nous sommes comptables devant le gouvernement des résultats de notre gestion, un responsable, quelle que soit sa fonction, s'il ne suit pas le rythme des nouvelles mesures, n'a qu'à partir. S'il y a des responsables qui ne travaillent pas, nous devons soumettre cela à qui de droit, quel que soit le secteur». C'est dans un langage direct qu'hier à partir d'Oran, Nourredine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales s'est adressé aux 13 walis de l'Ouest venus prendre part à la rencontre d'évaluation de leurs activités.

sAmel Bentolba - Oran (Le Soir) - Dans son intervention, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a instruit les walis de l'Ouest à redoubler d'effort, estimant que jusque-là leurs actions sur le terrain restent insuffisantes au vu des dernières orientations du gouvernement pour pallier la baisse du prix du pétrole. Seul, dira le ministre, l'investissement économique local est à même de booster cette nouvelle vision. «L'ère où l'Etat comblait les déficits budgétaires pour la gestion des dépenses à travers les wilayas est révolue. Que chacun tente de trouver d'autres ressources et assurer la continuité de sa gestion et ne plus se contenter des projets inscrits au préalable».

Pour le ministre, les collectivités locales ne doivent pas être un poids pour l'Etat mais un support indéniable.

M. Nourredine Bedoui n'arrive pas à expliquer ce déséquilibre qui existe

entre les wilayas, alors que, dit-il, certaines enregistrent des réalisations appréciables. «Par exemple pour les actes de concession, vous avez quatre wilayas avec des taux zéro, alors que les arrêtés sont signés par les walis. Ces quatre wilayas où ça ne marche pas, je voudrais qu'il y ait une inspection, mettre en place des mécanismes, avant la rencontre avec le gouvernement où nous devons rendre compte. Celui qui arrive à nous suivre il est le bienvenu et celui qui n'y arrive pas, qu'il suive un autre chemin», dira-t-il sans détour.

Rien ne justifie les lenteurs pour le ministre, «aujourd'hui, nous avons plus de 50% de souscripteurs potentiels, il faut faire confiance en ces investisseurs et alléger les entraves bureaucratiques. On n'avancera pas, non impossible si on a des orientations au niveau local et d'autres au niveau central avec des interprétations diverses».



Nourredine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales.

En intervenant, le wali d'El Bayadh donne sa réponse au ministre puisque figurant parmi les quatre wilayas à taux zéro concernant les actes de concession. «Pour le foncier industriel, El Bayadh, une wilaya où il n'y a pas de base industrielle, en terme d'offres, il n'y en a pas, sans parler des contraintes. C'est une région enclavée, il n'y a pas de chemin de fer, l'aéroport est fermé, pas de voie express. Donc, ce n'est pas facile d'attirer les investisseurs. Concernant l'acte d'investissement en lui-même, c'est bien beau de décentraliser les décisions pour l'acte d'investir, seulement, le seul document signé par le wali, c'est l'arrêté de concession. Vis-à-vis des autres opérateurs, il n'a aucune valeur, je

me pose la question à quoi sert ce document auquel on accorde une importance particulière qui ne vaut rien vis-à-vis du reste, c'est un élément de blocage».

Le wali de Mostaganem a pris la parole et n'a pas manqué de rapporter pour sa part les entraves du terrain concernant les critiques du ministre de tutelle sur les actes de concession. «Les banques ne donnent pas les financements s'ils n'ont pas les 30% de l'investissement sur le terrain ; ça veut dire qu'ils prennent des précautions, je pense que nous devrions prendre les mêmes précautions que les banques, sachant que 70% des programmes ne sont pas réalisés. Moi, j'ai trouvé des projets immenses qui n'ont même pas de

business-plan. Je pense que l'assainissement est utile pour ne pas se précipiter de donner des terrains et après on revient à la récupération.».

En réaction à cette intervention, le ministre dira : «Moi, je considère que le wali est un manager qui doit avoir le coup d'œil. Le banquier qui n'accorde pas de crédit jusqu'à 30% de taux de réalisation doit partir, il doit déguerpir, le principe du banquier, c'est celui qui prend des risques. Je reste encore une fois très accroché à ce principe où tu me donnes ou pas, si tu vois en moi un réel investisseur, s'il n'y a pas de confiance vous ne pouvez pas avancer. Beaucoup se sont plaints auprès de moi.»

Le ministre est revenu à plusieurs reprises sur le refus de certains walis d'octroyer l'acte de concession. «Nous avons encore certains collègues qui disent, «moi je ne donne pas l'acte de concession», mais de quel droit ? Un investisseur quand il vient, il est le bienvenu, bien accueilli, bien orienté. Il est interdit de dire non, ce non il faudrait qu'on l'efface.

Il faudrait encourager, c'est notre défi. Nous ne détenons pas les centres de décisions et la gestion absolue pour agir comme on veut. Notre bonheur c'est que l'investisseur vienne créer des richesses et de nouveaux emplois en respectant ce que vous dites : des projets structurants, etc.».

A. B.

EMPRUNT OBLIGATAIRE

«70% de l'objectif assigné réalisés»

Le P-dg de la Banque nationale d'Algérie (BNA) se dit satisfait des résultats obtenus par l'opération de l'emprunt obligataire. Selon lui, l'opération a atteint 70% de l'objectif assigné.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Lancée en avril dernier, l'opération de l'emprunt obligataire semble être une réussite pour la BNA. Selon son P-dg, Achour Abboud, l'initiative du gouvernement a atteint 70% de ses objectifs en «dépassant les 40 milliards de dinars».

Intervenant hier, à Alger, à l'occasion du 50^e anniversaire de la BNA qui coïncide avec le 13 juin, il annonce le lancement prochain du livret électronique. Un document utilisable, précise-t-il, aussi bien dans les agences de la banque qu'au niveau des distributeurs automatiques de banque.

Il évoque également l'introduction de

«mobigab» qui sera réalisé en collaboration avec l'opérateur de téléphonie mobile, Mobilis. Une solution qui, explique-t-il, «permettra aux abonnés de Mobilis d'effectuer des transferts d'argent et de consulter leurs comptes. Dans une deuxième étape, ils pourront payer leurs factures téléphoniques et d'électricité».

Première banque économique algérienne, la BNA a été créée par décret en 1966 dans le sillage de la nationalisation de banques françaises. Elle a assuré le financement du secteur public commercial ainsi que le secteur agricole.

Restructurée en 1982, la BNA a cédé les deux tiers de son patrimoine à la Banque de l'agriculture et du développement rural.

Aujourd'hui, la BNA détient 25% des transactions financières sur le marché de l'intermédiation. Aujourd'hui, un bilan total de 2 719 milliards de dinars, un produit net bancaire

(PNB) de 116 milliards de dinars et un résultat net de 29,5 milliards de dinars.

Présente sur tout le territoire national avec un réseau d'exploitation de 210 agences, «la BNA détient le plus grand réseau avec 90 guichets automatiques de banque et 140 distributeurs automatiques de banque», affirme Achour Abboud.

Il rappelle, à cet effet, que quatorze mille micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi, ont été financées par la BNA. «Aujourd'hui, ces micro-entreprises ont créé 25 000 postes d'emploi», dit-il encore.

La BNA s'est également mise au crédit à la consommation notamment pour le logement, au financement du secteur du médicament ainsi qu'à celui du tourisme. D'ailleurs précise le P-dg de la banque, «la signature d'un contrat avec le ministère du Tourisme est prévue prochainement».

Ry. N.

ALGÉRIE-FRANCE

Lancement d'un appel à projets de partenariat institutionnel

Un appel à projets de partenariat institutionnel a été lancé par l'ambassade de France à Alger et le ministère des Affaires étrangères dans le cadre d'un programme ayant pour objectif d'«améliorer et renforcer les capacités des services publics algériens», a indiqué hier un communiqué de l'ambassade.

Cet appel à projets est ouvert jusqu'au 24 juillet 2016, a précisé la même source, ajoutant qu'il s'agit d'un programme, dénommé Profas C+, «inscrit dans le Document Cadre de Partenariat signé entre les gouvernements algérien et français en décembre 2012 et dédié à la coopération d'exception entre l'Algérie et la France».

Il vise à «améliorer et renforcer les capacités des services publics algériens en encourageant les échanges de compétences et les transferts de savoir-faire entre administrations algériennes et françaises».

Dans cette perspective, Profas C+ soutient des projets structurants, qui engagent des

actions de coopération «concrètes» et qui s'inscrivent dans le cadre de partenariats établis entre les institutions algériennes et françaises.

La priorité sera donnée aux projets relevant de «l'une des quatre grandes thématiques fixées par le gouvernement algérien pour le renforcement de ses institutions», note le communiqué, en l'occurrence «le montage, le suivi et l'évaluation des grands projets de développement», «la bonne gouvernance des institutions et des établissements publics», «la négociation et la

médiation», et «la prospective».

Afin de répondre à ces thématiques, seront soutenus en priorité les projets ciblant l'un des secteurs suivants : «sécurité intérieure», «lutte contre les grands trafics et la corruption», «habitat et urbanisme, gouvernance financière santé, diversification de l'économie et développement humain», «environnement et climat».

Ne seront retenus que les projets engageant «au moins deux partenaires institutionnels, algériens et français», conclut le communiqué.

APS

TÉLÉPHONIE MOBILE

Lancement du 1^{er} comparateur algérien sur les forfaits de communication

Avec la diversification de l'offre dans la téléphonie mobile, notamment durant ce mois sacré de Ramadhan, et la forte concurrence entre les trois opérateurs, le consommateur se retrouve au beau milieu de nombreuses campagnes promotionnelles sur les forfaits proposés ; et l'absence d'outils de comparaison neutre rend les consommateurs captifs et tributaires de «messages publicitaires des opérateurs». WebStar-Electro.com, premier «Guide d'achat et comparateur de prix» algérien de produits électroniques et électroménagers lance un comparateur de forfaits mobiles afin d'aider consommateurs et utilisateurs à choisir la meilleure offre et le forfait le plus adapté à leurs besoins.

Le fonctionnement du comparateur consiste à répertorier de manière systématique toutes les offres mobiles (particuliers, entreprises, sans abonnement, avec abonnement) dans un même moule de document, et de les comparer à l'aide d'un moteur de recherche multicritères. Ainsi le consommateur, selon son profil, pourra faire des recherches selon le budget, le forfait appels offert, le forfait data, les gratuités offertes etc... Et comparer le résultat sous forme d'un tableau (matrice) permettant ainsi la comparaison point à point des différentes offres sélectionnées.

En fait, cet outil informatique utilisé dans de nombreux domaines (voyage, hôtel, location de voiture,...) sera l'outil idéal pour tous ceux qui veulent choisir le forfait le plus adapté à leurs besoins. C'est trouver le meilleur forfait parmi toutes les références de forfaits mobiles disponibles chez les trois réseaux d'opérateurs mobiles algériens.

Webstar-electro.com, c'est aussi comparez les prix de tous les produits électroniques du marché et les avis des internautes ou encore les derniers bons plans et campagnes promotionnelles en plus des fiches descriptives de tous les produits !

Ah. A.